



AVEYRON

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°12-2023-268

PUBLIÉ LE 11 OCTOBRE 2023

Sommaire

DDT12 / Service Biodiversité, Eau et Forêt

12-2023-10-11-00004 - Arrêté du 11 octobre 2023 **??** Autorisation exceptionnelle de capture et de transport de poisson **??** Pêche de sauvegarde pour réalisation de travaux sur le ruisseau de Martials **??** commune de Curan (4 pages) Page 3

12-2023-10-11-00003 - Arrêté instaurant les mesures de restrictions des usages de l'eau issue du milieu naturel et du réseau d'eau potable en période de sécheresse (20 pages) Page 8

Sous-Préfecture Millau / Associations / Réglementation générale

12-2023-09-29-00007 - Dissolution de l'Association Syndicale Autorisée (ASA) de drainage de Laissac à Bertholène (12-00007) (2 pages) Page 29

Projet de recueil

DDT12

12-2023-10-11-00004

Arrêté du 11 octobre 2023

Autorisation exceptionnelle de capture et de
transport de poisson

Pêche de sauvegarde pour réalisation de travaux
sur le ruisseau de Martials
commune de Curan

Service biodiversité, eau et forêt
Unité milieux naturels, biodiversité et
forêt

Arrêté n° _____ du 11 octobre 2023

**Autorisation exceptionnelle de capture et de transport de poisson
Pêche de sauvegarde pour réalisation de travaux sur le ruisseau de Martials
commune de Curan**

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le titre III du livre IV du code l'environnement et notamment son article L 436-9 ;
Vu l'arrêté préfectoral n°12-2020-08-24-015 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à M. Joël FRAYSSE, directeur départemental des territoires de l'Aveyron ;
Vu l'arrêté préfectoral en vigueur portant subdélégation de signature de Monsieur Joël FRAYSSE, directeur départemental des territoires de l'Aveyron, aux administrations sous son autorité ;
Vu la demande du bureau d'études AYGA - Moulin de la Gascarie - 12000 RODEZ ;
Vu l'avis de la fédération de l'Aveyron pour la pêche et la protection du milieu aquatique ;
Vu l'avis de l'office français de la biodiversité ;
Considérant l'intérêt de réaliser une pêche de sauvegarde ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : bénéficiaire de l'autorisation et lieux de capture :

Le bureau d'études AYGA - Moulin de la Gascarie - 12000 RODEZ, est autorisé à capturer et à transporter du poisson dans les conditions figurant au présent arrêté dans le cadre des travaux de réparation d'un radier d'ouvrage sur le ruisseau de Martials, commune de Curan.

Article 2 : responsables et personnes participant à l'exécution matérielle :

- responsable de l'exécution :

- Christophe LAVERNHE

Personnes participant à l'exécution matérielle :

Clément JOUVET, Jérémy CHEVALIER, Arnaud MAHUT (AYGA)

- Jean-Philippe DELAUD, Nicolas BEDENES, Xawer POLKOTYCKI, Margaux WEEMANS (ID Eaux)

Direction Départementale des Territoires
9 rue de Bruxelles - ZAC de Bourran - BP 3370
12 033 RODEZ Cedex 9
Tél. : 05 65 73 50 00
Mél. : ddt@aveyron.gouv.fr

Article 3 : validité de l'autorisation :

La présente autorisation est valable le vendredi 13 octobre 2023.

Article 4 : objet de l'opération :

La présente autorisation consiste à réaliser une pêche de sauvegarde et de récupération du poisson dans le cadre de travaux de réparation d'un radier d'ouvrage sur le ruisseau de Martials, commune de Curan.

Article 5 : moyens et méthodes de capture autorisés :

Matériel de pêche utilisé :

Matériel de pêche électrique « IG 600 »

Modalités de réalisation des pêches :

Les différentes procédures de récupération du poisson sont celles décrites au paragraphe VI du dossier de demande d'autorisation.

Les individus capturés seront identifiés, mesurés par classes de tailles, par un ornithologue confirmé. Un registre sera tenu et mentionnera la destination du poisson.

Toutes les espèces indésirables ou présentant un mauvais état sanitaire seront évacuées à l'équarrissage.

Article 6 : accord des détenteurs du droit de pêche :

Le bénéficiaire ne peut exercer ses droits liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord des détenteurs du droit de pêche.

Article 7 : compte-rendu d'exécution :

Dans le délai de six mois après l'exécution de chaque opération, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'adresser un compte rendu précisant les conditions de réalisation et les résultats des captures sous la forme fixée à l'annexe 2 du présent arrêté au préfet du département (Service départemental chargé de la police de la pêche en eau douce à la Direction Départementale des Territoires de l'Aveyron), à l'Office Français de la Biodiversité de l'Aveyron et au président de la Fédération de l'Aveyron pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Concernant l'envoi de ce rapport au préfet du département, le compte-rendu d'exécution sera transmis par courrier électronique à l'adresse suivante : ddt-seb-peche@aveyron.gouv.fr

Article 8 : présentation de l'autorisation :

Le bénéficiaire ou la personne responsable de l'exécution matérielle doit être porteur de la présente autorisation lors des opérations de capture et de transport. Il est tenu de la présenter à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce.

Article 9 : retrait de l'autorisation :

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si le bénéficiaire n'a pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 10 : Respect des prescriptions de l'autorisation :

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait de ne pas avoir respecté les prescriptions de la présente autorisation.

Article 11 : Recours administratif :

Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois suivant le jour de sa notification. Ce recours peut-être effectué via l'outil informatique « télérecours » en application des dispositions du décret n° 2018-251 du 06 avril 2018 codifiées à l'article R 414-6 du code de justice administrative.

Article 12 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental des territoires de l'Aveyron, l'office français pour la biodiversité de l'Aveyron, le colonel-commandant le groupement de gendarmerie de l'Aveyron sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aveyron.

Fait à Rodez, le 11 octobre 2023

Pour le directeur départemental des territoires,
Le chef du service biodiversité, eau et forêt adjoint

Serge BOUTEILLER

Annexes ;

- **Annexe 1** : Moyens et méthodes de capture.
- **Annexe 2** : Contenu minimum du rapport de synthèse
- **Annexe 3** : Arrêté du 02 février 1989 portant dérogation aux prescriptions des articles 16 et 17 du décret du 14 novembre 1988 pour l'utilisation des installations de pêche à l'électricité.

DDT12

12-2023-10-11-00003

Arrêté instaurant les mesures de restrictions des usages de l'eau issue du milieu naturel et du réseau d'eau potable en période de sécheresse



Service biodiversité, eau et forêt
Unité police de l'eau

Arrêté n° _____ du 11 octobre 2023

Instaurant les mesures de restrictions des usages de l'eau issue du milieu naturel et du réseau d'eau potable en période de sécheresse

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L 211-1 à L 211-13, L215-7, L 215-9, L 215-10, R 211-66 à R 211-71, R 216-9, R 214-1 à 56 ;

vu le décret n° 62-1448 du 24 novembre 1962 modifié ;

vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;

vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

vu le décret du président de la République du 5 octobre 2022 portant nomination de M. Charles GIUSTI en qualité de préfet de l'Aveyron ;

vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne ;

vu l'arrêté d'orientation de préfet du 24 mars 2023, relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;

vu l'arrêté cadre interdépartemental n° E-2023-176 du 20 juin 2023 délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin du Lot ;

vu l'arrêté cadre interdépartemental n° 81-2023-264 du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin Tarn ;

vu l'arrêté cadre interdépartemental n° 82-2023-07-04-00009 du 4 juillet 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin de l'Aveyron ;

vu l'arrêté inter-préfectoral du 20 juin 2016 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole pour le sous-bassin Tarn ;

vu l'arrêté inter-préfectoral du 8 juillet 2016 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole pour les sous-bassin Aveyron et Lemboulas ;

vu l'arrêté inter-préfectoral n° E-2016-222 du 10 août 2016 portant autorisation unique pluriannuelle de prélèvement d'eau pour l'irrigation agricole pour le sous-bassin Lot ;

Direction Départementale des Territoires
9 rue de Bruxelles – ZAC de Bourran – BP 3370
12 033 RODEZ Cedex 9
Tél. : 05 65 73 50 00
Mél. : ddt@aveyron.gouv.fr

vu l'arrêté préfectoral cadre n° 12-2018-08-07-001 du 7 août 2018 portant définition du cadre de mise en œuvre des mesures de restriction des prélèvements et usages de l'eau en fonction de l'évolution de l'état de la ressource ;

vu l'arrêté préfectoral du Tarn en date du 16 juin 2023, portant homologation du plan annuel de répartition 2023 / 2024 à l'organisme unique du sous-bassin Tarn sur le sous-bassin Tarn au titre du code de l'environnement ;

vu l'arrêté préfectoral de l'Aveyron, en date du 22 août 2023, réglementant pour la campagne 2023 les tours d'eau pour l'irrigation agricole en période de sécheresse ;

vu l'arrêté préfectoral du Tarn-et-Garonne, en date du 23 août 2023, approuvant le plan annuel de répartition de l'organisme unique de gestion collective des sous-bassins de l'Aveyron et du Lemboulas pour la campagne de prélèvement d'eau à usage d'irrigation agricole 2023-2024 ;

vu l'arrêté préfectoral de l'Aveyron, en date du 25 août 2023, réglementant pour la campagne 2023 les dérogations pour l'irrigation agricole en période de sécheresse ;

vu l'arrêté préfectoral du Lot, en date du 14 septembre 2023, délivrant l'homologation du plan annuel de répartition à l'organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation agricole sur le sous-bassin du Lot pour la campagne de prélèvement d'eau 2023-2024 ;

considérant les débits moyens journaliers constatés au droit des stations hydrométriques et les écoulements constatés des stations de l'observatoire national des étiages (ONDE) de références ;

sur proposition du directeur départemental des territoires ;

- A R R E T E -

Article 1^{er} : Limitation des usages de l'eau

L'évolution des débits moyens journaliers observés aux points de référence précisés dans les arrêtés cadres sus-visés, entraîne la mise en œuvre de mesures de limitation et de partage des eaux.

1-1) Prélèvement à partir des réseaux d'eau potable

L'ensemble du département est soumis aux restrictions de niveau alerte, conformément aux arrêtés cadres sus-visés. Chaque commune peut prendre des mesures plus restrictives si la situation l'exige sur sa zone de compétence.

La cartographie des zones concernées est présentée en annexe 2.

Les mesures de limitation par zone sont précisées en annexes 4.

1-2) Prélèvement et usage par le milieu naturel (eaux superficielles et souterraines)

Les niveaux de restriction en vigueur pour chaque zone d'alerte sont présentés ci-après :

Arrêté cadr	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable le 14 octobre 2023 à 08H00	Depuis le
Bassin de rivière Lot	Lot amont (rivière) **	76_12_0001		
	Affluents du Lot amont (hors rivière Lot)	76_12_0002	Crise	14/10/2023
	Truyère	76_12_0003	Crise	14/10/2023
	Lot domanial amont (rivière) **	76_12_0004		
	Affluents du Lot domanial amont (hors rivière Lot)	76_12_0005	Crise	05/08/2023

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable le 14 octobre 2023 à 08H00	Depuis le
	Dourdou de Conques	76_12_0006	Alerte renforcée	14/10/2023
	Diège	76_12_0007	Crise	19/08/2023
	Célé	76_12_0008	Vigilance	05/08/2023
Bassin de la rivière Aveyron	L'Aveyron source et son bassin	76_12_0009	Crise	07/10/2023
	L'Aveyron médian et son bassin	76_12_0010	Alerte renforcée	07/10/2023
	Basse vallée de l'Aveyron et son bassin	76_12_0011	Alerte renforcée	14/10/2023
	Le Viaur non réalimenté et les affluents du Viaur	76_12_0012	Crise	07/10/2023
	Le Viaur amont (Thuriès) réalimenté (rivière)**	76_12_0013	Vigilance	23/09/2023
	Le Viaur aval (Thuriès) réalimenté (rivière)**	76_12_0014	Alerte	07/10/2023
	Le Cérou non réalimenté et ses affluents	76_12_0015	Crise	23/09/2023
	La Serène et ses affluents	76_12_0016	Alerte renforcée	19/08/2023
	L'Alzou et ses affluents	76_12_0017	Crise	29/07/2023
	La Bonnette et ses affluents	76_12_0018	Crise	14/10/2023
	La Seye et ses affluents	76_12_0019	Crise	09/09/2023
	La Baye et ses affluents	76_12_0020	Crise	09/09/2023
Bassin de la rivière Tarn	Tarn amont	76_12_0021	Vigilance	23/09/2023
	Tarn médian (rivière)**	76_12_0022	Vigilance	23/09/2023
	Affluents rive droite du Tarn médian (hors rivière Tarn)	76_12_0023	Alerte Renforcée	19/08/2023
	Affluents rive gauche du Tarn médian (hors rivière Tarn)	76_12_0024	Vigilance	23/09/2023
	Dourdou de Camares amont (hors rivière Tarn)	76_12_0025	Crise	07/10/2023
	Dourdou de Camares aval (hors rivière Tarn)	76_12_0026	Crise	07/10/2023
	Rance	76_12_0027	Crise	26/08/2023
Départementale	Sous-bassin de la rivière Hérault	76_12_0028	Crise	05/08/2023
	Sous-bassin de la rivière Orb	76_12_0029	Crise	08/07/2023

** : Ces zones d'alertes concernent uniquement la rivière et non ses affluents ou son bassin versant.

La cartographie des zones d'alertes est présentée en annexe 1.
Les mesures de limitation par zone sont précisées en annexes 3.

1-3) Mesures de restriction des prélèvements pour les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Toutes les ICPE relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement et dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m³ sont soumises à l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des ICPE.

Certaines ICPE sont soumises à des prescriptions spécifiques dites « sécheresse » par arrêté préfectoral.

Pour les installations soumises à l'arrêté du 30 juin 2023 et à des prescriptions spécifiques dites « sécheresse » par arrêté préfectoral, les mesures les plus contraignantes s'appliquent.

Le niveau de gravité (alerte, alerte renforcée, crise) est défini par le niveau de la zone d'alerte (selon article 1.2) dont relève soit un prélèvement en eaux superficielles, soit un prélèvement en eaux souterraines. Si une installation relève de plusieurs zones d'alerte, le niveau de gravité de l'installation est le niveau le plus élevé.

Si un niveau de gravité est déclenché, les mesures de réduction s'appliquent sur le cumul des prélèvements : les prélèvements sur le réseau d'adduction d'eau potable et les prélèvements en eaux superficielles et les prélèvements en eaux souterraines.

En ce qui concerne les prélèvements sur le réseau d'adduction d'eau potable, il n'y a pas de zone d'alerte. Les mesures de réduction spécifiques aux prélèvements sur le réseau d'adduction d'eau potable sont le cas échéant définies dans les prescriptions spécifiques dites « sécheresse » par arrêté préfectoral ou les prescriptions prises par le maire de la commune.

Article 2 : Date et durée d'application

Les mesures définies par le présent arrêté sont applicables à compter du 14 octobre 2023 à 00 h 00.

Elles restent en vigueur jusqu'au 31 octobre 2023 inclus, sauf abrogation.

Les mesures de restrictions prescrites par arrêté du 4 octobre 2023 sont abrogées.

Article 3 : Contrôles et sanctions

En vue de rechercher et de constater les infractions, les services de l'État composés de la police de l'eau, la gendarmerie nationale, la police municipale, les agents de l'office français de la biodiversité (OFB) ont accès aux locaux ou lieux où sont réalisés les opérations à l'origine des infractions dans les limites fixées par l'article L. 216-4 du code de l'environnement.

Toute infraction au présent arrêté est passible d'une amende de 500 € en application de l'article R 216-9 du code de l'environnement (maximum de 1 500 € pour les particuliers et 7 500 € pour les personnes morales).

Article 4 : Publicité

Le présent arrêté est adressé aux communes concernées pour affichage en mairie pendant une durée minimale de un mois.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et mis en ligne sur le site de la préfecture (<http://www.aveyron.gouv.fr/>) et sur le site national.

Article 5 : Voie et délais de recours

Le présent arrêté peut être déféré devant le Tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de l'arrondissement de Millau, le sous-préfet de l'arrondissement de Villefranche-sur-Rouergue, les maires des communes concernées, le directeur départemental de la sécurité publique, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de l'Aveyron, le directeur départemental des territoires, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le chef du service départemental de l'OFB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rodez, le 11 octobre 2023

Le préfet,

Charles GIUSTI

ANNEXE 1 : Carte des restrictions des prélèvements et usages de l'eau à partir du milieu naturel



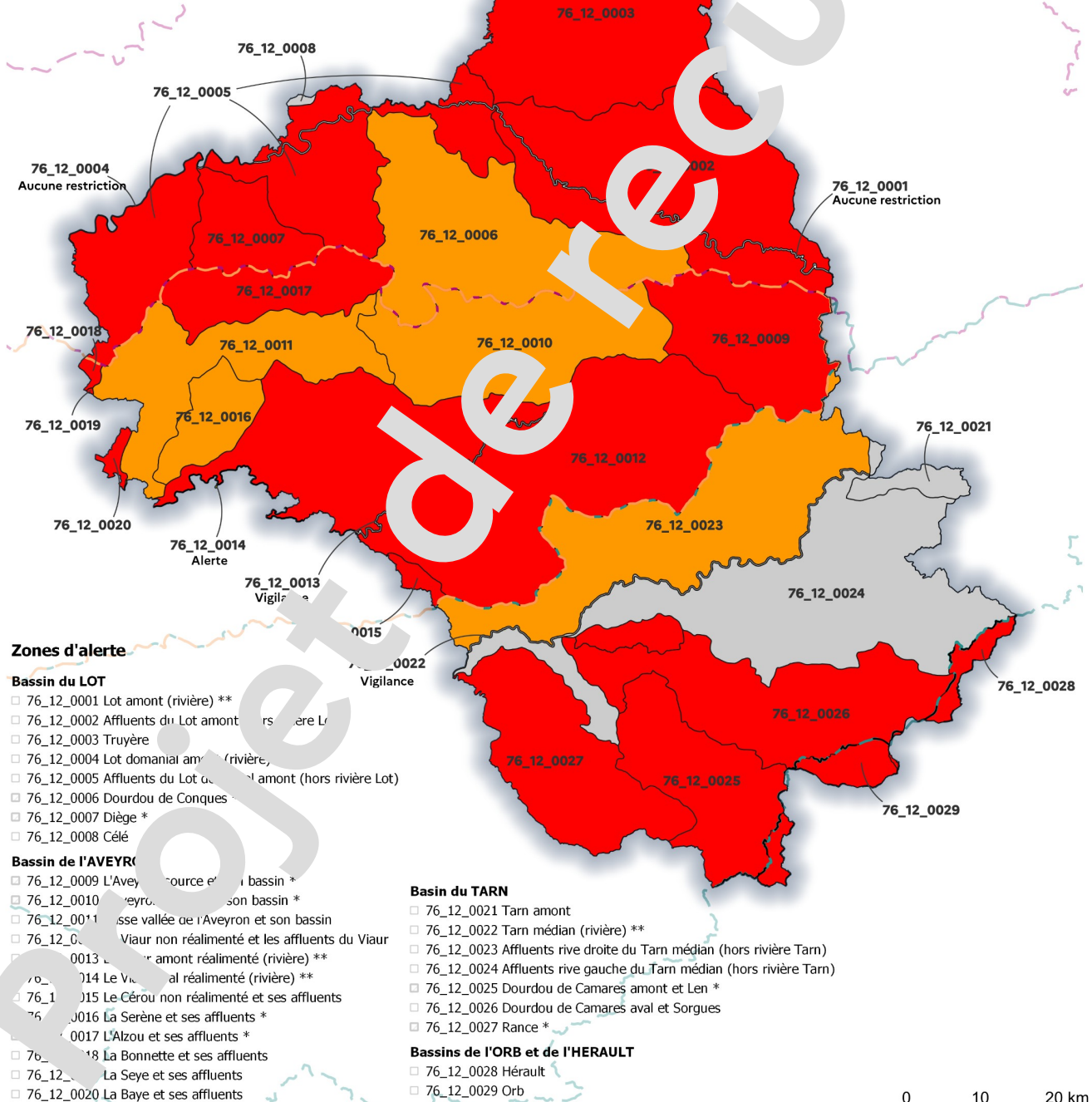
Restriction des prélèvements et usages à partir du MILIEU NATUREL
Situation applicable à partir du 14 octobre 2023

Direction
Départementale
Des Territoires



Légende

- Vigilance
- Alerte
- Alerte renforcée
- Crise



Zones d'alerte

Bassin du LOT

- 76_12_0001 Lot amont (rivière) **
- 76_12_0002 Affluents du Lot amont (hors rivière Lot)
- 76_12_0003 Truyère
- 76_12_0004 Lot dominant amont (rivière)
- 76_12_0005 Affluents du Lot dominant amont (hors rivière Lot)
- 76_12_0006 Dourdou de Conques
- 76_12_0007 Diège *
- 76_12_0008 Célé

Bassin de l'AVEYRON

- 76_12_0009 L'Aveyron source et son bassin *
- 76_12_0010 Aveyron aval et son bassin *
- 76_12_0011 Grande vallée de l'Aveyron et son bassin
- 76_12_0012 Viaur non réalimenté et les affluents du Viaur
- 76_12_0013 L'Alzou amont réalimenté (rivière) **
- 76_12_0014 Le Viaur aval réalimenté (rivière) **
- 76_12_0015 Le Cérrou non réalimenté et ses affluents
- 76_12_0016 La Serène et ses affluents *
- 76_12_0017 L'Alzou et ses affluents *
- 76_12_0018 La Bonnette et ses affluents
- 76_12_0019 La Seye et ses affluents
- 76_12_0020 La Baye et ses affluents

Basin du TARN

- 76_12_0021 Tarn amont
- 76_12_0022 Tarn médian (rivière) **
- 76_12_0023 Affluents rive droite du Tarn médian (hors rivière Tarn)
- 76_12_0024 Affluents rive gauche du Tarn médian (hors rivière Tarn)
- 76_12_0025 Dourdou de Camarès amont et Len *
- 76_12_0026 Dourdou de Camarès aval et Sorgues
- 76_12_0027 Rance *

Basins de l'ORB et de l'HERAULT

- 76_12_0028 Hérault
- 76_12_0029 Orb

* Bassins sensibles : afin de prendre en compte cette particularité, le niveau d'alerte est le niveau minimal de ces zones jusqu'au 31 octobre
 **: ces zones d'alerte concernent uniquement la rivière et non ses affluents ou son bassin versant

Adresse : 9 rue de Bruxelles Bourran BP 12033 RODEZ CEDEX 9

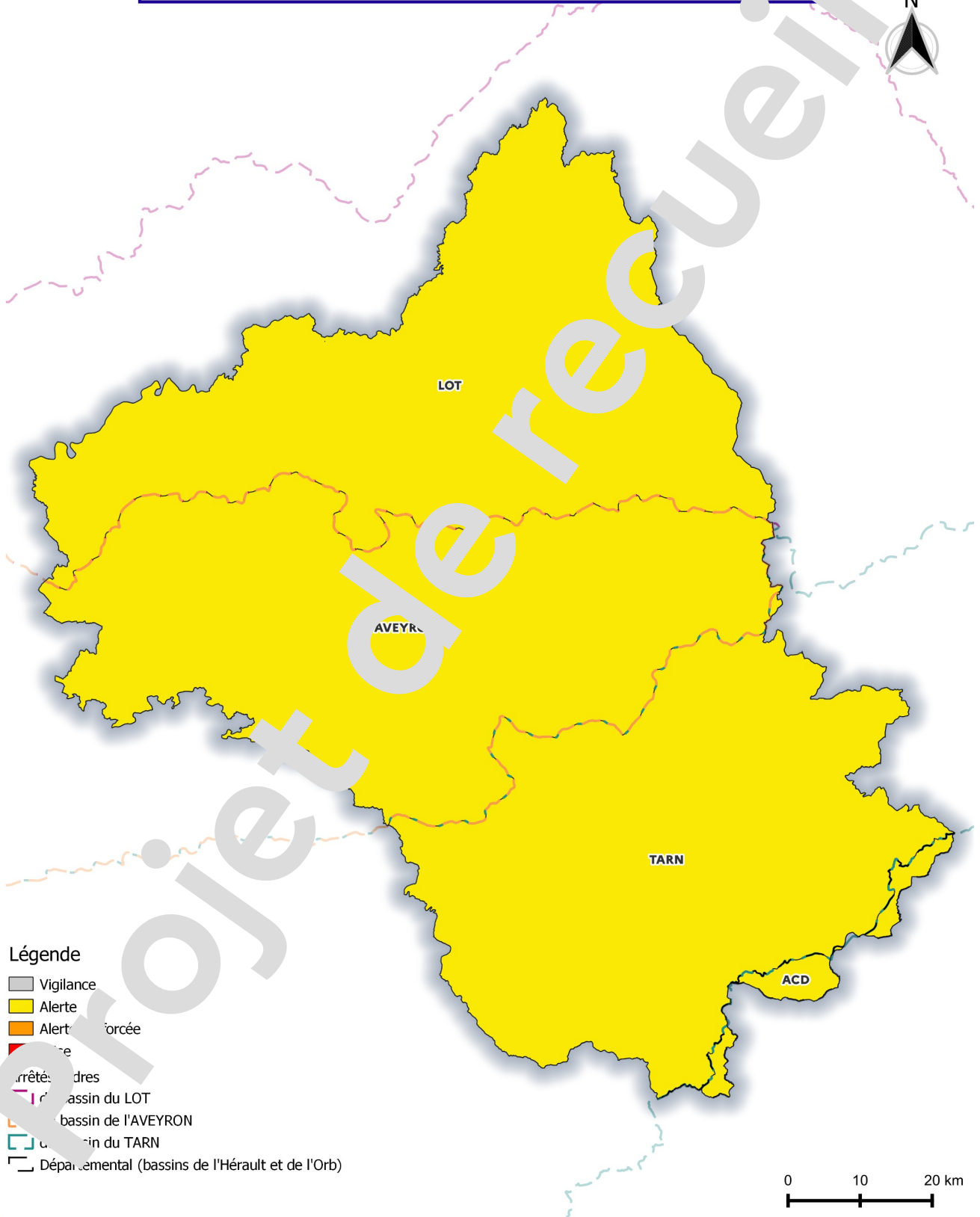
Date : 10/10/2023

Sources : IGN ©BDCARTO, ©BDTOPO, ©BDCARTHAGE, DDT12










Téléphone: 05 65 73 50 00 Courriel: ddt@aveyron.gouv.fr
 Site internet: http://www.aveyron.gouv.fr

SBEF / UGPE

EAU POTABLE
Restrictions des prélèvements et usages
Situation applicable à partir du 14 octobre 2023



Légende

-  Vigilance
-  Alerte
-  Alerte renforcée
-  Arrêté
-  Arrêtés de bassins
-  Bassin du LOT
-  Bassin de l'AVEYRON
-  Bassin du TARN
-  Départemental (bassins de l'Hérault et de l'Orb)

Adresse : 9 rue de Bruxelles Bourran BP 12033 RODEZ CEDEX 9

Date : 09/10/2023

Sources : IGN ©BDCARTO, ©BDTOPO, ©BDCARTHAGE, DDT12

Téléphone : 05 65 73 50 00 Courriel : ddt@aveyron.gouv.fr
Site internet : <http://www.aveyron.gouv.fr>

SBEF / UGPE

Niveau Vigilance (pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Zones d'alerte concernées – Milieu naturel

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable le 14 octobre 2023 à 0h 00	Depuis le
Bassin de la rivière Lot	Célé	76_12_0003	Vigilance	05/08/2023
Bassin de la rivière Aveyron	Le Viaur amont (Thuriès) réalimenté (rivière) **	76_12_0013	Vigilance	23/09/2023
Bassin de la rivière Tarn	Tarn amont	76_12_0021	Vigilance	23/09/2023
	Tarn médian (rivière) **	76_12_0022	Vigilance	23/09/2023
	Affluents rive gauche du Tarn médian (hors rivière) **	76_12_0024	Vigilance	23/09/2023

** : Ces zones d'alertes concernent uniquement la rivière et non ses affluents ou son bassin versant.

Niveau : Vigilance (en milieu naturel)	
Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Renforcement des mesures de sobriété pour tous les usages	
ICPE, hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau Se référer à leur arrêté d'autorisation ou de prescriptions

Niveau : Vigilance (en milieu naturel)	
Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique	<p align="center">Règle commune à tous les bassins :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit, quel que soit leur règlement d'eau, jusqu'au 31 octobre, et à minima au niveau d'alerte hors de cette période</p> <p>L'exploitant informe le service de police de l'eau de l'État et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de tout arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou disponibilité des équipements de production électrique, ainsi que de toute reprise.</p> <p align="center">Bassins du Lot et de l'Aveyron :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit, sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents).</p> <p align="center">Bassin du Garonne de l'Orb et de l'Hérault :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit à l'exception des ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (sous réserve de justification) et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation. Les usines turbinant dans une retenue, les usines de démodulation, ou les usines en amont d'usine de modulation localisées dans un bassin versant intégrant des usines de pointe ou celles en influence directe d'une usine de pointe de production d'électricité ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité bénéficient également de ce cadre dérogatoire.</p>
Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques	<p>Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et/ou à l'aval des barrages et moulins sont interdites jusqu'au 31 octobre, et à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures ou autorisées par arrêté préfectoral.

Niveau Alerte (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Zones d'alerte concernées – Milieu naturel

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable 14 octobre 2023 à 06/10/2024	Depuis le
Bassin de la rivière Aveyron	Le Viaur aval (Thuriès) réalimenté (rivière)**	76_12_0014	Alerte	07/10/2023

** : Ces zones d'alertes concernent uniquement la rivière et non ses affluents ou son bassin versant.

Niveau : Alerte (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
1 – Irrigation agricole et arrosage	
Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)	Interdiction de 13h00 à 20h00 Ces horaires pourront être adaptés pour les usages particuliers du maraîchage, de l'horticulture, et de systèmes d'irrigation localisés (goutte à goutte, micro-aspiration) selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres Pour les ASA et structures collectives : Réduction de 30 % (selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres) Ou Tours d'eau organisés + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC
Arrosage des jardins potagers (y compris serres, non agricoles)	Bassins du Lot et de l'Aveyron : Interdiction de 13h00 à 20h00 Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Interdiction de 10h00 à 20h00
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (îlots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités)	Interdiction de 8h00 à 20h00
Arrosage des plantations d'arbres et d'arbustes de moins de 5 ans	Interdiction de 8h00 à 20h00
Terrains de sport (y compris terrains d'évolutions équestres, circuits équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits de karting)	Règle commune à tous les bassins : Interdiction de 13h00 à 20h00 Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Un registre de prélèvement devra également être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.
Arrosage des golfs (conformément à l'arrêté cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h00 à 20h00 + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.

Niveau : Alerte (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêté spécifique
2 – Lavage et nettoyage	
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	Interdiction sauf avec du matériel haute pression ou avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Interdiction totale sauf impératif sanitaire
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées	Interdiction sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux
3 – Loisirs	
Remplissage de piscines familiales	Interdiction totale sauf remise à niveau au premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions et après consultation du gestionnaire de l'alimentation en eau
Remplissage de piscines accueillant du public	Interdiction totale sauf remise à niveau ou impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS.
Vidange de piscines	Interdiction totale <i>Rappel : D'après l'article R1111-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de natation, selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur au point final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de traitement avant déversement dans les systèmes de collecte."</i>
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert	Interdiction totale
Navigation fluviale	Voir les arrêtés départementaux relatifs aux règlements particuliers de police de la navigation Prévoir le regroupement des bateaux pour le passage des écluses
Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue	Interdiction totale
Pratiques ou activités dans le lit pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques	Pas de restriction
Orpillage (professionnel et amateur)	Bassin du Lot : Interdiction totale
	Bassins de l'Aveyron, du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Pas de restriction
4 – ICPE hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.

Niveau : Alerte (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique	<p align="center">Règle commune à tous les bassins :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la relâcher par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit, quel que soit leur régime de fonctionnement jusqu'au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.</p> <p>L'exploitant informe le service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de l'arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou indisponibilité des équipements de la production électrique, ainsi que de toute reprise.</p> <p align="center">Bassins du Lot et de l'Aveyron :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents).</p> <p align="center">Bassins du Tarn, l'Ariège et de l'Hérault :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit à l'exception des ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe ou ouvrages importants pour la production d'électricité en marché de capacité (sous réserve de justification) et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation. Les usines turbinant dans une retenue, les usines de démodulation, ou les usines en amont d'usine de modulation localisées dans un bassin versant intégrant des usines de pointe ou celles en influence directe d'une usine de pointe de production d'électricité ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (voir les arrêtés cadre interdépartementaux) bénéficient également de ce cadre dérogatoire.</p>
Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques	<p>Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont ou à l'aval des ouvrages et moulins sont interdites jusqu'au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la norme légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures ou autorisées par arrêté préfectoral.
Remplissage des plans d'eau sauvegardés, retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	<p>Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage jusqu'au 31 octobre, ainsi qu'à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.</p>
5 – Rejets dans le milieu naturel	
Vidange totale de plans d'eau du réseau hydraulique	Interdiction totale sauf autorisation administrative

Niveau Alerte renforcée (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Zones d'alerte concernées – Milieu naturel

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable à partir du 1 ^{er} octobre 2023 à 08H00	Depuis le
Bassin de la rivière Lot	Dourdou de Conques	76_12_0006	Alerte renforcée	14/10/2023
Bassin de la rivière Aveyron	L'Aveyron médian et son bassin	76_12_0010	Alerte renforcée	07/10/2023
	Basse vallée de l'Aveyron et son bassin	76_12_0011	Alerte renforcée	14/10/2023
	La Serène et ses affluents	76_12_0016	Alerte renforcée	19/08/2023
Bassin de la rivière Tarn	Affluents rive droite du Tarn médian (hors rivière Tarn)	76_12_0023	Alerte renforcée	19/08/2023

Niveau : Alerte Renforcée (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation et interdiction des prélèvements et usages
1 – Irrigation agricole et arrosage	
Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)	Interdiction de 8h00 à 20h00 Ces horaires pourront être adaptés pour les cas particuliers du maraîchage, de l'horticulture, et de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion) selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres Pour les ASA et structures collectives : Réduction de 50 % (selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres) Ou Tours d'eau organisés + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC
Arrosage des jardins potagers (y compris serres, non agricoles)	Interdiction de 8h00 à 20h00
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (îlots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités)	Interdiction totale
Arrosage des plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans	Interdiction de 8h00 à 20h00 Et arrosage limité à deux fois par semaine de 20h00 à 8h00 sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable
Terrains de sports (y compris terrains d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motorisés, circuits...)	Règle commune à tous les bassins : Interdiction de 8h00 à 20h00 Arrosage possible de 20h00 à 8h00, limité à 2 fois par semaine Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Un registre de prélèvement devra également être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.

Niveau : **Alerte Renforcée (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)**

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens et des départs + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de golf + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'arrosage.
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêté spécifique
2 – Lavage et nettoyage	
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	Règle commune à tous les bassins : Affichage obligatoire de l'état de restriction en vigueur Bassins du Lot et de l'Aveyron : Interdiction sauf avec du matériel haute pression avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Interdiction sauf avec un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire)
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Interdiction totale sauf impératif sanitaire
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées	Interdiction sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux
3 – Loisirs	
Remplissage de piscines familiales	Interdiction totale sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions et après consultation du gestionnaire de l'alimentation en eau potable
Remplissage de piscines accueillant du public	Interdiction totale sauf remise à niveau ou impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS.
Vidange de piscines	Interdiction totale <i>Rapport de l'ARS de l'Aveyron : D'après l'article R1331-2 du Code de la santé publique : "Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de récréation. Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux conditions de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte."</i>
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert	Interdiction totale
Navigation plaisance	Voir les arrêtés départementaux relatifs aux règlements particuliers de police de la navigation Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses
Fonctionnement des douches de piscines ou tout autre dispositif analo	Interdiction totale
Pratiques sportives dans le lit pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques	Pas de restriction

Niveau : Alerte Renforcée (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Orpailage (professionnel et amateur)	<p>Bassin du Lot : Interdiction totale</p> <p>Bassins de l'Aveyron, du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Pas de restriction</p>
4 – ICPE, hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<p>Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE.</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et de matières d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grand volume) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.</p>
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique	<p>Règle commune à tous les bassins :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées (principalement retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit, quel que soit le règlement d'eau, jusqu'au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.</p> <p>L'exploitant informe le service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de tout arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou indisponibilité des équipements de production électrique, ainsi que de toute reprise.</p> <p>Bassins du Lot et de l'Aveyron :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents).</p> <p>Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault :</p> <p>Le fonctionnement par éclusées est interdit à l'exception des ouvrages participant au soutien d'étiage, des usines de pointe ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (sous réserve de justification) et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation. Les usines turbinant dans une retenue, les usines de démodulation, ou les usines en amont d'usine de modulation localisées dans un bassin versant intégrant des usines de pointe ou celles en influence directe d'une usine de pointe de production d'électricité ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (voir les arrêtés cadre interdépartementaux) bénéficient également de ce cadre de dérogation.</p>
Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques	<p>Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins sont interdites jusqu'au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures ou autorisées par arrêté préfectoral.
Remplissage des retenues d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	<p>Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage jusqu'au 31 octobre, ainsi qu'à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.</p>
Usages dans le milieu naturel	
Vidange totale de plans d'eau vers le réseau hydrographique	Interdiction totale sauf autorisation administrative

Niveau Crise (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Zones d'alerte concernées – Milieu naturel

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Code zone	Niveau de restriction applicable à compter du 14 octobre 2023 à 00h00	Depuis le
Bassin de la rivière Lot	Affluents du Lot amont (hors rivière Lot)	76_12_0002	Crise	14/10/2023
	Truyère	76_12_0003	Crise	14/10/2023
	Affluents du Lot domaniaux amont (hors rivière Lot)	76_12_0005	Crise	05/08/2023
	Diège	76_12_0007	Crise	19/08/2023
Bassin de la rivière Aveyron	L'Aveyron source et son bassin	76_12_0009	Crise	07/10/2023
	Le Viaur non réalimenté et les affluents du Viaur	76_12_0012	Crise	07/10/2023
	Le Cérou non réalimenté et ses affluents	76_12_0015	Crise	23/09/2023
	L'Alzou et ses affluents	76_12_0017	Crise	29/07/2023
	La Bonnette et ses affluents	76_12_0018	Crise	14/10/2023
	La Seye et ses affluents	76_12_0019	Crise	09/09/2023
	La Baye et ses affluents	76_12_0020	Crise	09/09/2023
Bassin de la rivière Tarn	Rance	76_12_0027	Crise	26/08/2023
	Dourdou de Camares amont et Len	76_12_0025	Crise	07/10/2023
	Dourdou de Camares aval et Sor	76_12_0026	Crise	07/10/2023
Départemental	Sous-bassin de la rivière Hérault	76_12_0028	Crise	05/08/2023
	Sous-bassin de la rivière Orb	76_12_0025	Crise	08/07/2023

Niveau : Crise (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
1 – Irrigation agricole et arrosage	
Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)	Interdiction des prélèvements Sauf adaptations de restrictions moins strictes prévues dans les arrêtés cadres + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC
Arrosage des jardins potagers (y compris serres, jardins agricoles)	Interdiction de 8h00 à 20h00 Et arrosage limité à deux fois par semaine de 20h00 à 8h00 sous réserve de restrictions plus strictes nécessaires pour l'alimentation en eau potable
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, jardins particuliers (îlots de fraîcheur ou jardins remarquables) et jardins publics (sauf pour les collectivités)	Interdiction totale
Arrosage des plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans	Interdiction de 8h00 à 20h00 Et arrosage limité à deux fois par semaine de 20h00 à 8h00 Interdiction totale en cas de pénurie d'eau potable

Niveau : Crise (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Terrains de sport (y compris aires d'évolutions équestres, centres équestres, hippodromes, circuits motocross, circuits VTT)	<p style="text-align: center;">Règle commune à tous les bassins</p> <p style="text-align: center;">Interdiction totale à l'exception pour les terrains de sport d'enjeu national ou international interdiction de 8h00 à 20h00, arrosage possible de 20h00 à 8h00, limité à 2 fois par semaine, sauf en cas de pénurie d'eau potable (Interdiction totale,</p> <p style="text-align: center;">Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault</p> <p style="text-align: center;">Un registre de prélèvement devra également être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.</p>
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	<p style="text-align: center;">Interdiction d'arroser les terrains de golf à l'exception des greens qui peuvent être arrosés entre 20h00 et 8h00 sauf en cas de pénurie d'eau potable</p> <p style="text-align: center;">+ Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau d'au moins 70 %</p> <p style="text-align: center;">+ Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.</p>
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêté spécifique.
2 – Lavage / Nettoyage	
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	Interdiction totale Sauf impératif sanitaire Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Interdiction totale sauf impératif sanitaire
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées	Interdiction sauf impératif sanitaire, sécuritaire
3 – Loisirs	
Remplissage de piscines familiales	Interdiction totale
Remplissage de piscines accueillant le public	Interdiction totale sauf remise à niveau ou impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS.
Vidange de piscines	<p style="text-align: center;">Interdiction totale</p> <p><i>Rappel : D'après l'article R1331-2 du Code de la santé publique : "Il est interdit d'introduire dans les systèmes de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de natation.</i></p> <p><i>Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte."</i></p>
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit ouvert	Interdiction totale
Navigabilité fluviale	Voir les arrêtés départementaux relatifs aux règlements particuliers de police de la navigation Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses
Fonctionnement des douches de plages et tout autre dispositif analogue	Interdiction totale

Niveau : Crise (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Pratiques ou activités dans le lit pouvant avoir un impact sur les milieux aquatiques	<p>Bassin du Lot : interdiction du piétinement du lit mouillé, sauf lieux de baignade déclarés à l'ARS</p> <p>Bassin de l'Aveyron : interdiction du piétinement du lit mouillé</p> <p>Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Pas de restriction</p>
Orpillage (professionnel et amateur)	<p>Bassins du Lot et de l'Aveyron : Interdiction totale</p> <p>Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Pas de restriction</p>
4 – ICPE, hydroélectricité, moulins, ouvrages hydrauliques	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	<p>Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage de grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvements devra être rempli hebdomadairement.</p>
Installations de production d'électricité d'origine hydraulique	<p>Cadre commun à tous les bassins : Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est interdit, quel que soit leur régime d'eau, jusqu'au 31 octobre, et à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période L'exploitant informe le service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de tout arrêt de fonctionnement prolongé pour raisons techniques ou indisponibilité des équipements de production électrique, ainsi que de toute reprise.</p> <p>Bassins du Lot et de l'Aveyron : Le fonctionnement par éclusées est interdit sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation précisée dans l'arrêté cadre applicable (et sur la base d'un protocole de fonctionnement adapté avec les services de police compétents).</p> <p>Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Le fonctionnement par éclusées est interdit à l'exception des ouvrages participant au soutien d'étiage et les usines de pointe ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (sous réserve de justification) et ouvrages d'alimentation de ces usines ou ouvrages bénéficiant d'une dérogation. Les usines turbinant dans une retenue, les usines de démodulation, ou les usines en amont d'usine de modulation localisées dans un bassin versant intégrant des usines de pointe ou celles en influence directe d'une usine de pointe de production d'électricité ou à enjeux importants pour la production d'électricité en marché de capacité (voir les arrêtés cadre interdépartementaux) bénéficient également de ce cadre dérogatoire.</p>
Manœuvres des vannes des ouvrages hydrauliques	<p>Les manœuvres de vannes provoquant artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins sont interdites jusqu'au 31 octobre, et à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> – des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, – des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures ou autorisées par arrêté préfectoral.

Niveau : Crise (uniquement pour les prélèvements et usages en milieu naturel)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage jusqu'au 31 octobre, ainsi qu'à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.
5 – Rejets dans le milieu naturel	
Vidange totale de plans d'eau vers le réseau hydrographique	Interdiction totale sauf autorisation administrative

Niveau Alerte (pour les prélèvements à partir du réseau d'eau potable)

Zones d'alerte concernées – Eau potable

Arrêté cadre	Zone d'alerte	Niveau de restriction appliqué le 14 octobre 2023	Depuis le
Bassin de la rivière Lot	LOT	Alerte	26/08/2023
Bassin de la rivière Aveyron	AVEYRON	Alerte	26/08/2023
Bassin de la rivière Tarn Départemental	TARN	Alerte	26/08/2023

**Niveau : Alerte
(uniquement pour les prélèvements à partir du réseau d'eau potable)**

Usages	Mesures de limitation ou interdiction des prélèvements et usages
1 – Irrigation agricole et arrosage	
Irrigation agricole des cultures (sauf prélèvements à partir de retenues de stockage déconnectées de la ressource en eau en période d'étiage)	Interdiction de 13h00 à 20h00 Ces horaires pourront être adaptés pour les cas particuliers du maraîchage, de l'horticulture, et de systèmes d'irrigation localisée (goutte à goutte, micro-aspersion) selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres Pour les ASA et structures collectives : Interdiction de 50 % (selon les modalités prévues dans les arrêtés cadres) Ou Tours d'eau organisés + Toute mesure d'anticipation proposée par l'OUGC
Arrosage des jardins potagers (y compris serres, non agricoles)	Bassins du Lot et de l'Aveyron : Interdiction de 13h00 à 20h00 Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Interdiction de 10h00 à 20h00
Arrosage des pelouses, massifs fleuris, Jardins d'agrément, arrosage des espaces verts, golfs particuliers (îlots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités)	Règle commune à tous les bassins : Interdiction de 8h00 à 20h00 Bassins de l'Aveyron, du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : <i>Les îlots de fraîcheurs ou jardins remarquables gérés par des collectivités peuvent appliquer les restrictions relatives aux jardins potagers dans le cas où la liste des sites a été envoyée au préfet du département avant le 1^{er} juin</i>
Arrosage des plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans	Interdiction de 8h00 à 20h00
Tennis de sport (y compris aires d'événements équestres, centres équestres, podromes, circuits motocross, circuits vtt)	Règle commune à tous les bassins : Interdiction de 13h00 à 20h00 Bassins du Tarn, de l'Orb et de l'Hérault : Un registre de prélèvement devra également être rempli hebdomadairement pendant la période d'étiage.

Niveau : Alerte
(uniquement pour les prélèvements à partir du réseau d'eau potable)

Usages	Mesures de limitation ou d'interdiction des prélèvements et usages
Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024)	Interdiction d'arroser les terrains de golf de 8h00 à 20h00 + Réduction de la consommation hebdomadaire d'eau de 30 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pendant la période de restriction.
Abreuvement des animaux	Pas de limitation sauf arrêtés spécifiques
2 – Lavage et nettoyage	
Lavage de véhicules et engins nautiques par les professionnels	Interdiction sauf avec du matériel haute pression et un système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire) Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur
Lavage de véhicules et engins nautiques privés chez les particuliers	Interdiction totale sauf impératif sanitaire
Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées	Interdiction sauf impératif sanitaire sécuritaire ou lié à des travaux
3 – Loisirs	
Remplissage de piscines familiales	Interdiction totale sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions et après consultation du gestionnaire de l'alimentation en eau potable
Remplissage de piscines accueillant du public	Interdiction totale sauf remise à niveau du impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS.
Vidange de piscines	Interdiction totale <i>Rappel : Article R1331-2 du Code de la santé publique : " Il est interdit d'introduire dans le système de collecte des eaux usées : [...] d) Des eaux de vidange des bassins de natation.</i> <i>Toutefois, les communes agissant en application de l'article L. 1331-10 peuvent déroger aux c et d de l'alinéa précédent à condition que les caractéristiques des ouvrages de collecte et de traitement le permettent et que les déversements soient sans influence sur la qualité du milieu récepteur du rejet final. Les dérogations peuvent, en tant que de besoin, être accordées sous réserve de prétraitement avant déversement dans les systèmes de collecte."</i>
Alimentation des fontaines publiques et privées d'ornement en circuit fermé	Interdiction totale
Fonctionnement des douches (plages et tout autre dispositif analogue)	Interdiction totale
4 - ICPE , hydroélectricité , barrages , ouvrages hydrauliques	
Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE. Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement.
Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet	Le remplissage des retenues est interdit en période d'étiage jusqu'au 31 octobre, ainsi qu'à minima dès le niveau d'alerte hors de cette période.

Sous-Préfecture Millau

12-2023-09-29-00007

Dissolution de l' Association Syndicale Autorisée
(ASA) de drainage de Laissac à Bertholène
(12 310)

SERVICE DU GREFFE DES ASSOCIATIONS
ET DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE

Arrêté du 29 septembre 2023
n°

Objet : Dissolution de l'Association Syndicale Autorisée (ASA) de drainage de Laissac à
Bertholène (12 310)
(Établissement immatriculé sous n° SIRET : 91 201 960 00015)

LE PRÉFET DE L'AVEYRON
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004 relative aux Associations Syndicales de Propriétaires et notamment son article 40 ;
 - VU** le décret n° 2006-504 du 3 mai 2006 modifié portant application de l'ordonnance susvisée ;
 - VU** le décret du Président de la République du 5 octobre 2022 nommant M. Charles Giusti, préfet de l'Aveyron ;
 - VU** le décret du Président de la République du 1^{er} février 2023 nommant Mme Véronique Martin Saint Léon, sous-préfète de Millau ;
 - VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-09-18-00002 du 18 septembre 2023 portant délégation de signature à Mme Véronique Martin Saint Léon, sous-préfète de l'arrondissement de Millau ;
 - VU** la circulaire INTB0700002 du 11 juillet 2007 de Monsieur le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités territoriales relative aux associations syndicales de propriétaires ;
 - VU** la délibération, en date du 31 mars 2005, du conseil syndical de l'ASA de drainage de Laissac, portant dissolution de l'ASA de Laissac ;
- Considérant** que l'ASA de drainage de Laissac n'a plus d'activité depuis plusieurs exercices ;
Considérant que l'ASA de drainage de Laissac peut, dans ces conditions, faire l'objet d'une dissolution.

Sur proposition de Madame la sous-préfète de Millau,

– ARRÊTE –

Article 1. L'ASA de drainage de Laissac, est dissoute à compter de la date du présent arrêté.

39, avenue de la République
BP 10354
12103 MILLAU CEDEX
Tél. : 05 65 61 17 00
Mél. : pref-associations@aveyron.gouv.fr

1/2

Article 2 :Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aveyron et notifié au président de l'ASA de drainage de Laissac.

Le présent arrêté sera affiché à la mairie de la commune de Bertholène dans un délai de quinze jours à compter de la date de publication de l'arrêté.

Article 3 : En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse, notamment par l'application « Télérecours citoyen » (www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 : La sous-Préfète de Millau, le président de l'ASA de drainage de Laissac et le maire de la commune de Bertholène, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont il sera fait mention au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aveyron.

Fait à Millau, le 29/09/2023

Pour le préfet, par délégation
La sous-préfète de Millau

signé

V. MARTIN SAINT LÉON